

Université du Sud Toulon-Var
UFR Lettres et Sciences Humaines

Session / semestre :	1 ^{ère} session. Semestre 3
Département :	LEA Espagnol
Année :	2 ^{ème} année
Matière :	thème
Durée de l'épreuve :	1h30
Salle :	Y'013
Date :	6 janvier 2010
Enseignant :	Mme Duboscq
Documents autorisés :	aucun

Copenhague, une semaine pour en finir avec les divergences

Malgré la distribution, vendredi 11 décembre, aux 191 délégations présentes, d'un texte de synthèse de sept pages, le désaccord persiste entre pays industrialisés et pays en développement. Ce "compromis" ne perd pas de vue la finalité de limiter la hausse de la température sur la planète et garde, comme moyen principal, la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais une divergence demeure: comment se répartir les efforts ?

Les pays africains estiment en effet que la conférence de Copenhague ne donne pas suffisamment d'importance au renouvellement des engagements des pays industrialisés dans le cadre du protocole de Kyoto, qui est, à ce jour, le seul instrument légal luttant contre le réchauffement climatique.

Or ce texte n'engage que les pays industrialisés, alors que la convention climat des Nations unies concerne 194 Etats. De leur côté, les pays industrialisés se refusent à fournir tous les efforts et souhaitent que les pays en développement s'engagent véritablement. Selon l'ONU, *"les pays développés craignent surtout de devoir signer un accord qui affaiblirait leurs capacités à combattre la pauvreté et à se développer économiquement"*.

Ces positions divergentes apparaissent dans le conflit qui oppose la Chine et les Etats-Unis. Ce sont les pays qui polluent le plus la planète. Vendredi, les Etats-Unis ont réagi ainsi au texte : *On ne signera pas d'accord sans que les plus grands pays en développement s'impliquent et prennent des décisions réelles.* "Je sais que certains diront que c'est la faute de la Chine si on ne parvient pas à un accord. C'est une ruse des pays développés. Ils doivent considérer leurs propres positions et ne pas nous utiliser comme un prétexte", s'est défendu le ministre des affaires étrangères chinois, He Yafei.

Le Monde, 14/12/2009.